

Recréer un sentiment citoyen Européen

Alors qu'un ressenti de déficit démocratique émerge, comment recréer un « Affectio-societatis » européen ?

FAIRE EMERGER DES IDEES fortes et les PORTER
dans la PERSPECTIVE DES ELECTIONS EUROPEENNES
AFIN DE MOBILISER LES CITOYENS !

Pas EURO –BEATS mais EURO-ENGAGES

Document finalisé par Viviane de Beaufort à partir des travaux de la Commission des Affaires Européennes et Etrangères du Parti Radical pour la conférence du 14 mai 2013 'Etre fiers d'être européen ?!' » & d'échanges intervenus au groupe UDI Europe

Sociologie de l'affectio societatis "Europe"

Les catégories qui n'espèrent plus

25-34 ans : 28% « d'espoir »

Ouvriers : 19%

Revenus moyens-inf : 28%

Semi-urbains : 27%

Symp. ext-gche : 19%

Symp. FN : 15%

Les catégories qui espèrent

> 65 ans : 50% « d'espoir »

Cadres sup : 49%

Hauts revenus : 46%

Agglo Paris : 41%

Symp. PS & Verts : 50% & 53%

MoDem : 55% (UMP : 42%)

La construction européenne a atteint un palier démocratique: longtemps portée par une élite, elle doit désormais associer le citoyen car l'Union européenne est dotée de compétences souveraines de plus en plus importantes et les citoyens en ayant conscience éprouvent un sentiment de désappropriation.

Comment améliorer la connaissance sur la construction européenne, valoriser les avantages de cette construction et faire émerger un sentiment citoyen européen? Comment permettre au citoyen de s'approprier le projet et d'y participer ? Comment améliorer la gouvernance ?

Rappeler les apports de la construction européenne

Les arguments en faveur d'une sortie de l'UE utilisés par des partis extrêmes

Sortie de la zone €

Sortie de Schengen

Rétablissement de barrières commerciales

Sortie de la France de l'UE : disparition de la scène internationale

Sont tous démontables économiquement (voir Dcts joints)

La seule vérité est que le destin de la France est au sein de l'Europe parce qu'une sortie engendrerait des pertes considérables et est de fait et en droit inenvisageable.

Ensuite parce que la France doit y jouer un rôle de moteur !

Si l'Europe n'existait pas ? Des avantages économiques et des Droits en moins

502 millions de consommateurs, stabilité des prix, budget européen, 7 milliards d'euros du Programme-cadre pour la recherche et le développement, soutien aux PME de la BEI, Small Business Act pour les PME...

Des acquis concrets: de l'accès gratuit aux musées pour les moins de 26 ans, au CV Europass, la Carte Européenne d'Assurance Maladie, une protection des consommateurs élevée, un niveau de sécurité important (Europol / Eurojust)... **CE QUI NE VA PAS c'est ce qui manque encore**

Droits Politiques : droit d'élire et d'être élu aux municipales, droit d'élire les députés européen, droit de pétition au Parlement, le droit de plainte au médiateur, droit de contester l'action d'un Etat , droit d'initiative citoyenne

Droits Civils : droit de circuler et de s'établir librement sur l'ensemble du territoire européen avec des modalités assouplies pour la zone Schengen

Droits Sociaux : protection des libertés fondamentales & des droits de la personne et collectifs :

Charte des Droits fondamentaux : dignité humaine (art 1), liberté d'expression (art 11), droit de circuler et de s'établir librement sur l'ensemble du territoire européen (art 45) et d'y exercer une profession (art 15), interdiction de la discrimination (art 21) et reconnaissance de l'égalité entre hommes et femmes (art 23)

Cour de Justice de l'UE : assure le respect des droits fondamentaux, jurisprudence protectrice notamment sur la libre circulation des marchandises, libre prestation des services, égalité de traitement entre hommes et femmes...

Directives et règlements adoptées afin de promouvoir l'égalité des hommes et des femmes, par exemple

L'UE plus proche des citoyens, plus souple qu'il ne le paraît

L'image technocratique de l'UE ne correspond pas à la réalité : Les dirigeants européens, réunis au Conseil sont nos chefs de gouvernement, ce sont eux qui désignent l'équipe de la Commission et eux qui ne jouent pas toujours le jeu

L'UE tente de se rapprocher des citoyens. Exemples :

- Une question : Europe direct 00 800 67891011 (gratuit et dans votre langue) ou par mail
- 400 relais locaux en Europe- En France voir sur le site de la Commission (www.europa.eu)
- Résoudre une entrave technique au développement de vos activités (taxe discriminante, équivalence de diplômes, norme nationale) : www.Solvit.eu
- Contacter : les fonctionnaires en charge d'un dossier : à repérer sur les organigrammes sur Europa par activités puis : Prenom.Nom@ec.europa.eu; vos députés : repérer par nom ou région sur le site du PE puis : Prénom.Nom@europarl.eu

L'UE promeut la diversité : respecte les particularités et la diversité des cultures (sa devise : « Unie dans la diversité ») et valorise les régions et l'échelon local, organisée sur modèle décentralisé

L'UE est une construction évolutive : mécanisme des coopérations renforcées, qui autorise certains Etats à aller de l'avant dans le processus d'intégration, la possibilité étant toujours offerte aux autres Etats membres de rejoindre par la suite ce groupe d'Etats pionniers

L'enjeu est d'arriver à rendre fier d'être européen

Eurobaromètre 2013

66 % ne se sentent pas bien informés sur la vie publique de l'UE

76% affirment que les politiques et les médias doivent davantage parler de l'UE.

78% considèrent que la construction européenne se fait sans que les peuples soient suffisamment consultés.

Développer une meilleure conscience du haut niveau de démocratie sociale que porte le projet européen : Les Français ne sont pas assez conscients que l'Europe est enviée de l'extérieur, parce qu'elle a réussi à bâtir une Communauté des peuples, à préserver la démocratie et la paix. Elle représente un idéal politique et un projet à bien des égards inégalable.

Renforcer la légitimité démocratique : Les décisions européennes doivent bénéficier d'une légitimité suffisante aux yeux des citoyens et les mécanismes de décision doivent être suffisamment clairs, efficaces et transparents. Les leaders européens doivent être capables de s'entendre sur des avancées suffisamment concrètes pour répondre au déficit de légitimité et faire émerger un *demos* européen et donner du sens à la citoyenneté européenne.

Réussir à ce que l'UE soit vécue comme un + :

Un + pour le citoyen d'Europe qui dispose de Droits en + avec la Charte des Droits fondamentaux de l'UE et partage des valeurs communes (Art. 2 Traité de Lisbonne), sans se substituer à la citoyenneté nationale (libre circulation des personnes, citoyenneté politique et juridique)

Un + pour l'agent économique qui travaille, produit, commercialise ses services, développe ses activités librement sur le territoire de l'UE

Un + pour chaque Etat membre qui peut compter sur le soutien des pays partenaires pour affronter ses difficultés internes et les défis mondiaux (principe de Solidarité)

Un + car le marché intérieur est un projet humaniste et porteur de solidarités (Fonds de cohésion, structurel, social)

Nos propositions à débattre

- *Eduquer à l'Europe**
- *Communiquer autrement dans les médias**
 - *Développer les symboles**
- *Valoriser les initiatives concrètes européennes**
 - *Rendre l'Europe plus proche des citoyens**
 - *Responsabiliser le discours des politiques et mieux associer les citoyens au débat**
 - *Des Institutions plus efficaces**

Eduquer à l'Europe

- Créer des **cours de citoyenneté européenne** (instruction civique élargie et sous forme ludique) au primaire et promouvoir l'éducation politique européenne : manuel d'histoire avec partie commune sur la construction européenne
- Développer **l'enseignement des langues étrangères** : dès la maternelle l'anglais, dès le CM1 la seconde langue (promouvoir l'apprentissage de l'allemand réservé aujourd'hui à des CSP+)
- Systématiser les « **classes Europe** » comme il existe des classes vertes : organiser, à partir des jumelages des communes : séjours de 15 jours dans une école d'un autre pays en échange
- Développer les « **Erasmus** » qui demeure élitiste (moins de 10% d'une classe d'âge en bénéficie réellement) pour toucher apprentis, étudiants en L3...
- Promouvoir le **service volontaire européen**

Communiquer autrement

- Parler de l'Europe pendant **3 minutes dans les JT des chaînes nationales**
- Dédier des **pages à l'Europe dans les journaux gratuits** (type Metro): achats d'espaces par l'UE
- Créer **Les Guignols de l'Europe**
- Diffuser des **émissions courtes sur les radios et chaînes de télévision grand public** sur des sujets du quotidien avec comme leitmotiv « l'Europe près de vous »
- Développer des **émissions télévisées de divertissement sur l'Europe**, avec des équipes européennes
- Créer une **agence de presse européenne**
- Inventer une **application ludique pour smartphones** pour promouvoir les réalisations concrètes de l'UE

Développer les symboles

- Instaurer le **9 mai jour férié** avec des cérémonies publiques et festives
- Développer le **sport « à l'européenne »** : équipe européenne pour les jeux olympiques
- Créer une **Carte nationale européenne d'identité avec le logo de l'Europe**
- Rédiger un **Code civil européen**
- Systématiser la présence du **drapeau européen** sur tous les ministères et institutions publiques
- Associer ses **paroles à l'hymne européen**
- Diffuser les **films en langues originales**

Valoriser les initiatives concrètes européennes

- Faire connaître l' **Initiative Citoyenne Européenne (ICE)**
- Faire connaître **les subventions accessibles en fonction de sa posture (municipalités, laboratoire de recherche, PME...)**
- Mettre en valeur le travail des **Maisons de l'Europe** qui proposent de nombreuses activités à caractère européen accessibles à tous
- Aboutir au **Statut d'Association européenne**, pour favoriser la citoyenneté active et la démocratie participative

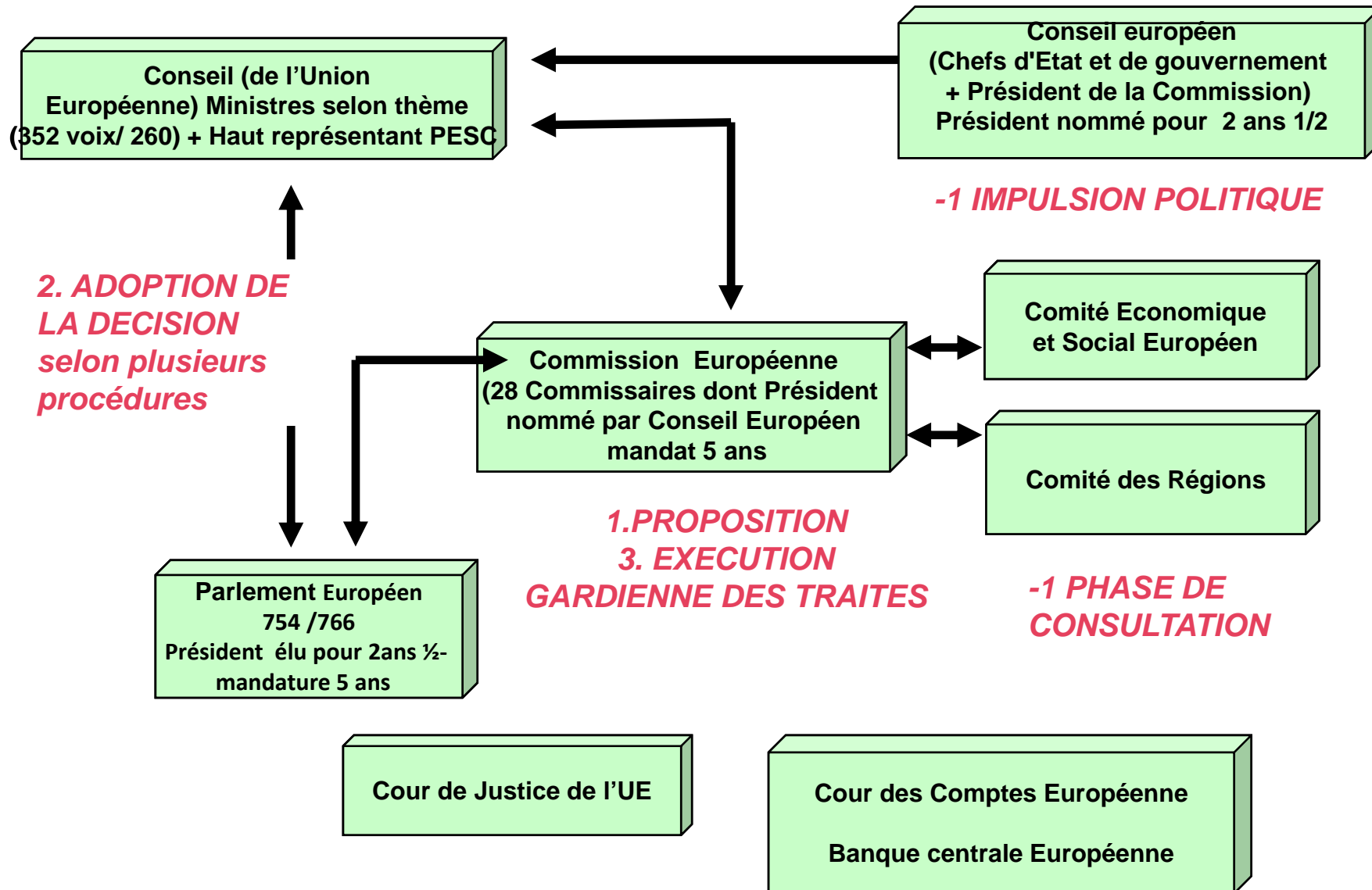
Rendre l'Europe plus proche des citoyens

- Créer un « **Pôle des emplois disponibles en Europe** » consultable sur site web
- Créer une **carte de** réduction étudiant d'EUROPE pour les trains, les musées, les logements sur un modèle « 18-27 »
- Europe direct 00 800 67891011 (gratuit et dans votre langue) ou par mail
- 400 relais locaux en Europe- En France voir sur le site de la Commission (www.europa.eu)
- Résoudre une entrave technique au développement de vos activités (taxe discriminante, équivalence de diplômes, norme nationale) : www.Solvit.eu
- Contacter : les fonctionnaires en charge d'un dossier : à repérer sur les organigrammes sur Europa par activités puis : PreNom.Nom@ec.europa.eu; vos députés : repérer par nom ou région sur le site du PE puis : Prénom.Nom@europarl.eu
- Mettre en valeur les **Centres Europe Direct**, centres d'information offrant aux citoyens des possibilités d'information sur leurs droits dans l'UE

Des Institutions plus efficaces ?!

Existant et propositions de
modification

Comment fonctionne l'Union européenne?



Aujourd'hui !

*Conseil Européen ou Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement

-présidé par le Président du Conseil européen, nommé pour 2ans ½ par les Etats par consensus

-Haut représentant à la PESC/PESD

-Une concurrence entre le Psdt du Conseil Européen et le Président en exercice selon une rotation semestrielle

*Conseil (des Ministres)

-une formation selon les domaines et une présidence assurée par rotation de 6 mois , excepté la formation des Ministres des Affaires Etrangères (Haut représentant à la PESC/PESD)

-La cohérence de l'impulsion est faussée par la rotation car les Etats ont des priorités différentes

*Le Conseil [vote à la majorité qualifiée](#), chaque Etat Membre dispose d'un nombre de voix pondéré par la démographie mais aussi lié à l'histoire de l'UE (France 29)

-Surpondération des petits Etats

-La Minorité de blocage est plus facile à trouver que la majorité (260 voix pour avoir une Majorité sur 352) et la Pratique du compromis de Ioannina (lorsqu'il y a intérêt vital d'une Etat on ne passe pas au vote ce qui revient à ne pas faire fonctionner la logique de la majorité qualifiée)

Problème d'efficacité et de démocratie

Demain?

*Les Etats désignent la même personne comme Président du conseil Européen et de la Commission, ce, en fonction de la majorité au PE .

*Une Présidence des conseils ministériels assurée par un trio ou troïka d' Etats pendant 18 mois

*Un vote qui intervient selon le dispositif prévu par le Traité de Lisbonne de la double majorité (Etat/ voix): 55% votes des EM comptant pour 65% de la population – corrige le déséquilibre de démocratie et facilite élaboration de majorités.

*Renforcer le service d'action extérieure pour **coordonner la diplomatie entre les Etats** et construire une vraie politique étrangère européenne

*Former une **armée commune en Europe** et bâtir une politique commune de la défense

Aujourd'hui! Demain ?

*Commission

- Président désigné à la majorité qualifiée par le Conseil européen « en tenant compte de la majorité au PE. Le PE valide le candidat « à la majorité » (755 à partir de 2014, en ce moment 766), puis l'équipe proposée.
- La procédure d'investiture n'a pas de lien assez direct avec une majorité politique puisque chaque Etat-membre nomme « son » commissaire .
- De +, Il y a risque de conflit d'intérêt entre l'intérêt de l'Ue et du pays d'origine.
- Le collège est trop important : 28
- La légitimité est faible d'où la perte du monopole de fait du pouvoir de proposition (Conclusions du Conseil trimestriel s'assimilent à des instructions)

*Le Parlement européen, ne dispose pas de l'initiative et n'a pas le pouvoir de voter des ressources propres, il n'y a pas de statut de parti politique européen (limites démocratiques de l'organe élu au SUD)

*Composition de la Commission se fait en déconnectant le principe un Etat/ un commissaire

-Equipe réduite (2/3 des EM = 20 inclus le Président de l'UE, le Haut Représentant & un vice Pdst pour la zone Euro qui ont le statut de vice –président de la Commission

-Un gouvernement agissant sous la houlette du Président, issu de la majorité Parlementaire européenne,.

-Les portefeuilles des commissaires correspondent aux compétences de l'UE.

Les EM proposent chacun 3 noms au Président qui constitue son « gouvernement ».

*Parlement européen dispose

-du droit d'initiative

-du droit de lever l'impôt : (% Tva plus important, taxe sur les transactions financières, taxe carbone aux frontières de l'Union...).

-Statut de parti transnational

-Circonscriptions électorales françaises revisitées

*Association des Parlement nationaux plus systématique (Commissions affaires européennes travaillant avec le PE)

Aujourd'hui une confédération ?

La prise de décision se fait pour les 28 Etats Membres conjointement, avec les limites énoncées et indépendamment de leur appartenance à différents cercles (Schengen ,EURO, Espace Economique Européen)

Demain une Europe en 2 cercles

La crise accentué la fédéralisation de la politique économique européenne. Avec la mise en place du Mécanisme européen de stabilité (MES) et le renforcement des mécanismes de gouvernance économique qui esquissent un « **fédéralisme** » **budgétaire**.

Acter qu'il y a 2 cercles :

*La Zone euro (17+) : Noyau fédéral

Dotée d'un vice-président de la Commission également vice –président du Conseil de la zone Euro

Son pendant au PE: une Commission de la zone Euro constituée des députés de la zone Euro du PE + de députés des Commissions Europe des Parlements nationaux des Etats de la zone euro (calcul base démographique)

*l'EEE

Aujourd'hui

*La coopération renforcée est prévue mais s'exerce dans des conditions difficiles: il faut l'unanimité des Etats après un projet de la Commission approuvé par le PE

Exemples : taxe sur les transactions financières
Brevet de l'Union Européenne

Les coopérations renforcées

Introduction de l'abstention constructive (déjà prévue pour la PESC) afin que les Etats ne souhaitant pas participer a une politique ne bloquent pas le projet

Domaines de prédilection:

- **Défense**
- **Sécurité intérieure, immigration et espace pénal**
- **Politique industrielle et R&D**
- **Education supérieure**
- **Droit du travail**
- **Fiscalité**